

René La Combe est né le 18 avril 1915 à Combrée dans le Maine-et-Loire; son père était Consul de France à Londres.

Il fait ses études à Londres et exerce la profession de représentant en matériel de chauffage. Il effectue son service militaire en 1936 dans le Génie.

Mobilisé en mars 1939 et affecté dans la réserve générale du Génie, il est affecté, en janvier 1940, comme membre de la Mission française de liaison, à la 51^e Division Ecossoise en qualité d'interprète.

Fait prisonnier par les Allemands le 12 juin 1940 à Saint-Valéry-en-Caux, il est emmené en captivité à l'Oflag V A à Weinsberg près de Stuttgart.

En octobre 1940, il est transféré au Stalag V A à Ludwigsburg dans le Wurtemberg où il est employé dans les commandos allemands comme ouvrier teinturier, ouvrier agricole et manœuvre dans une carrière de pierres.

Le 12 janvier 1942 après 18 mois de détention, il parvient à s'évader et à rentrer en France.

Entré aussitôt dans la Résistance, René La Combe devient agent de liaison du chef de l'Armée Secrète (AS) et du responsable du mouvement « *Combat* » dans le Gard, Albert Thomas. En septembre 1942, sous le nom de « *Bottin* », il devient chef de la Résistance pour l'arrondissement d'Alès et adjoint du chef de l'AS, René Pagès. Il organise les premiers groupes francs parmi les mineurs et les métallurgistes du Bassin d'Alès et apporte son aide à la constitution des premiers groupes du maquis des Cévennes.

Il noyautage dans les administrations d'Alès les éléments principaux qui constitueront les cadres de la Résistance dans l'arrondissement. Il assure et organise les liaisons entre la ville et le Maquis de réfractaires qui commence alors à se former.

D'octobre 1942 à mars 1943, il est, à Alès, sous la couverture du centre d'entraide des prisonniers de guerre, l'animateur inlassable de la Résistance auprès des éléments locaux.

Appelé le 1er mars 1943 comme adjoint au chef national Fer (Didot – René Hardy), il est chargé du noyautage du personnel de la SNCF. Parcourant toutes les régions de la zone sud afin d'y trouver les cadres et d'y recruter le personnel de liaison, il constitue également des dépôts dans diverses localités et y transporte lui-même, à maintes reprises, des valises d'armes et d'explosifs. Chargé de la propagande, il distribue et organise la diffusion des journaux de la Résistance parmi les membres de la SNCF.

En juillet 1943, après l'arrestation du chef national Fer, il est chargé d'organiser la structure administrative pour l'ensemble de la zone sud et obtient dans ce domaine des résultats exceptionnels, assurant l'approvisionnement, en explosifs et en matériel d'armement, de toute l'organisation dont il a la charge. Soucieux de conserver au pays l'utilisation des centrales et barrages hydroélectriques après la libération, il assure la défense de ces ouvrages. Il met cependant au point le dispositif de sabotage des pylônes des lignes à haute-tension afin de

paralyser la formation de courant à destination de l'Allemagne et de ses industries.

Arrêté le 20 novembre 1943, en pleine activité à Nîmes, sur dénonciation d'un traître, il est interné, après quinze jours de cellule à la prison de Nîmes, à celle des Baumettes à Marseille.

Le 17 juin 1944 il est transféré au fort de Hatry à Belfort. Il s'évade au moment de sa déportation en Allemagne, le 28 août 1944, en sautant du train entre Belfort et Mulhouse. Caché à Montreux-Château dans le Territoire de Belfort, traqué de nouveau par les patrouilles allemandes, il échappe de justesse à leur poursuite et réussit à franchir la frontière suisse. Il rentre en France le 10 octobre 1944.

En 1945, il travaille un temps au Ministère des Anciens Combattants et Prisonniers de Guerre avant de reprendre sa profession de directeur commercial en matériel de chauffage.

Conseiller municipal de Saint-Germain-des-Prés dans le Maine-et-Loire depuis 1953 puis Maire de 1959 à 1989, il est conseiller régional des Pays de Loire de 1974 à 1986.

Député du Maine-et-Loire, il est sept fois élu sans discontinuer de 1958 à 1986.

Il est vice-président de l'Assemblée nationale de 1965 à 1973 puis en 1978 et représentant de la France au Parlement européen (1967-1968).

De 1973 à 1975, René La Combe prend la tête de l'amicale parlementaire « *Présence et action du Gaullisme* » ; par ailleurs, il est représentant suppléant de la France au Conseil de l'Europe de 1973 à 1978.

René La Combe est décédé le 25 février 1994 à Saint-Germain-des-Prés où il a été inhumé.

- **Commandeur de la légion d'honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 19 octobre 1945](#)**
- **Croix de guerre 39/45**
- **Médaille de la Résistance**
- **Médaille des Evadés**